

Coalition pour la surveillance internationale des libertés civiles

Communiqué de presse

Le 14 mai, 2003

Pour publication immédiate

Le Parlement doit avoir droit de regard sur les mesures antiterroristes affirme une coalition pour la surveillance des libertés civiles

OTTAWA. Dans son rapport, *Dans l'ombre de la loi*, une coalition pancanadienne surveillant la mise en oeuvre des mesures antiterroristes adoptées par le Canada dresse un portrait des effets négatifs déjà ressentis en matière de libertés civiles, de droits de la personne, de protection des réfugiés, de racisme et de citoyenneté, ainsi qu'au niveau de la coopération internationale et de l'aide humanitaire. Le rapport fait aussi état du climat politique qui semble principalement influencé par un désir d'apaiser les pressions des États-Unis en faveur d'une harmonisation des politiques concernant la sécurité et les réfugiés. La *Coalition pour la surveillance internationale des libertés civiles* se dit préoccupée par l'absence, au niveau politique, d'un mécanisme cohérent de surveillance nécessaire pour analyser et évaluer la pertinence ainsi que les impacts des lois. Elle recommande la mise sur pied d'un mécanisme parlementaire mandaté d'examiner et de réviser le bien-fondé, l'application et les effets de toutes les politiques, lois et mesures spéciales adoptées au nom de la lutte contre le terrorisme.

“Le type de rapport rendu public récemment par Justice Canada, qui porte uniquement sur deux articles de la Loi antiterroriste, est beaucoup trop limité pour offrir un tableau complet de la situation,” affirme Gerry Barr, co-président de la coalition et président-directeur général du Conseil canadien pour la coopération internationale. “Il faut tenir compte de toute la législation, les politiques et les mesures adoptées par le gouvernement. Considérées dans leur ensemble, cette cohorte de mesures légales a des effets corrosifs sur les droits des Canadiens et Canadiennes, particulièrement en ce qui a trait au droit d'équité de la procédure et au droit à la vie privée. Elles ouvrent la porte à un comportement discrétionnaire et non-transparent de la part du gouvernement.”

Selon Janet Dench, directrice du Conseil canadien pour les réfugiés, “les principales victimes du nouveau paradigme de sécurité sont les réfugiés et les immigrants.” Elle faisait allusion à l'usage de “certificats de sécurité” et de procès secrets pour déporter des individus, ainsi qu'aux amendements proposés à la Loi sur la citoyenneté qui prévoient la révocation de la citoyenneté par le biais de procès secrets.

“Le Canada se dirige vers une politique de citoyenneté à deux vitesses et porte atteinte à la structure multiculturelle de notre société,” ajoute Raja Khouri, président de la Fédération canado-arabe. “Le gouvernement semble indifférent aux abus résultant des motifs racistes ou du ciblage racial. Il demeure également timide dans les cas de harcèlement de citoyens canadiens d'origine étrangère par les autorités

douanières américaines, ainsi que dans les cas de Canadiens déportés contre leur gré et détenus à l'étranger.”

Le groupe de surveillance met en garde contre la tentation d'utiliser la lutte contre le terrorisme comme prétexte pour accroître les outils et pouvoirs en vue de faciliter le travail régulier des forces policières et des agences gouvernementales au détriment des droits et libertés garantis par la Constitution et la Charte des droits du Canada. Il fait appel au Parlement et au gouvernement du Canada afin que ceux-ci réaffirment un engagement à défendre ces droits essentiels et protections constitutionnelles.

La Coalition pour la surveillance internationale des libertés civiles réunit des ONG, des églises, des syndicats, des défenseurs de l'environnement, des défenseurs des libertés civiles, d'autres groupes confessionnels et des groupes représentant des collectivités d'immigrants et de réfugiés au Canada.

-30-

Pour un complément d'information, joindre:

Roch
Tassé

Coordonnateur
Coalition pour la surveillance internationale des liberté civiles
(613) 241-5298
rocht@iclmg.ca

Katia Gianneschi
Relations avec les médias
Conseil canadien pour la coopération internationale
(613) 241-7007 poste 311
[katiag @ccic.ca](mailto:katiag@ccic.ca)

Les organisations membres de la *Coalition pour la surveillance internationale des libertés civiles* incluent: Amnistie Internationale, l'Association canadienne des professeures et professeurs d'université,, l'Association québécoise des organismes de coopération internationale, l'Association du barreau canadien, la Fédération Canado-arabe, le Syndicat canadien des travailleurs de l'automobile,, Canadian Friends Service Committee, le Centre canadien pour la philanthropie, le Conseil canadien pour la coopération internationale, le Conseil canadien pour les réfugiés, le Conseil ethno-culturel canadien, le Conseil du travail du Canada, CARE Canada, Centre for Social Justice, le Conseil des Canadiens, CUSO, B.C. Freedom of Information and Privacy

Association, Développement et Paix, la Fondation David Suzuki, Greenpeace, International Development and Relief Foundation, Inter Pares, l'Association des avocats musulmans, Ontario Council of Agencies Serving Immigrants, le Fonds du Primat pour le secours et le développement mondial, la Ligue des droits et libertés du Québec, Droits et Démocratie, le Syndicat des métallos unis d'Amérique, et Vision mondiale Canada.